

# RÈGLEMENT DE CONSULTATION (R.C)

Marché n°2025.18

**Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire portant sur la fourniture de périodiques français et étrangers sous forme électronique, titres isolés, ou bouquets de périodiques pour l'Université de Lille.**

*Accord-cadre établi en application du code de la commande publique*

**DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES :**

**Le 07 juillet 2025 à 12h00**

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, les offres doivent obligatoirement être remises de manière dématérialisée sur le profil acheteur de l'Université :




[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Date limite de réception des questions : **le 30 juin à 12h00**



## **SOMMAIRE**

1. Nom et adresse officiels de l'acheteur public .....	5
2. Mode de passation choisi .....	5
3. Forme du marché .....	5
4. Objet du marché.....	5
4. Lieu de livraison .....	6
5. Durée du marché.....	6
6. Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre.....	7
7. Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent.....	7
8. Renseignements concernant la situation personnelle du candidat, renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation des capacités minimales de caractère professionnel, technique et financier à remplir par le candidat .....	7
9. Justificatifs à produire quant aux conditions d'accès à la commande publique visés aux articles R 2142-1 à R 2142-27 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. ....	7
10. Critères d'attribution.....	8
11. Contenu du dossier de la consultation à fournir au candidat par l'acheteur public (le cas échéant, acte d'engagement, cahiers des charges, annexes, programme, autres pièces) .....	10
12. Contenu de l'offre.....	10
13. Dispositions spécifiques à la dématérialisation des procédures .....	11









## Modalités de remise des offres

	<p>Les offres doivent être transmises uniquement par voie dématérialisée via le profil acheteur de l'Université : <a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">www.marches-publics.gouv.fr</a></p> <p>Le guide d'utilisation (Guide Entreprise), disponible à l'adresse suivante <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/nouvelle-edition-des-guides-tres-pratiques-de-la-dematerialisation-des-marches-publics">https://www.economie.gouv.fr/daj/nouvelle-edition-des-guides-tres-pratiques-de-la-dematerialisation-des-marches-publics</a>, décrit les étapes pour déposer une réponse électronique.</p>
	<p style="text-align: center;"><b>Copie de sauvegarde</b></p> <p>La copie de sauvegarde est une réplique exacte de la réponse électronique, utilisée en cas d'anomalie pour remplacer les dossiers de candidature et offres transmis en ligne. Toutefois, elle n'exempte pas le prestataire de l'obligation de soumettre son offre par voie électronique.</p> <p>Le candidat peut déposer une copie de sauvegarde sur support physique (CD Rom, Clé USB) avant la date limite de réception. Les copies de sauvegarde doivent être envoyées à la Direction de la Commande Publique, Rue du Barreau, BP 60149, 59653 Villeneuve d'Ascq, ouverte du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h</p>
	<p style="text-align: center;"><b>Double envoi</b></p> <p>Conformément à l'article R 2151-6 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique « le soumissionnaire transmet <b>son offre en une seule fois</b>. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, <b>seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres</b> ».</p>

## Dispositions spécifiques à la dématérialisation des procédures

	<p style="text-align: center;"><b>Poser une question relative au cahier des charges sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) / Module « poser une question »</b></p> <p>Les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions (d'ordre administratif et technique) à la personne publique <b>jusqu'à 7 jours calendaires précédant la date limite de réception des offres</b>. Ils le feront obligatoirement par la voie électronique via l'application sur le site Module « Poser une Question » à l'adresse suivante : <a href="https://www.marches-publics.gouv.fr">https://www.marches-publics.gouv.fr</a> (250 caractères maximum).</p>
	<p style="text-align: center;"><b>Signature électronique</b></p> <p>La signature électronique n'est pas obligatoire. Si elle est utilisée, chaque document doit être signé avec un certificat de signature électronique valide garantissant l'identification du candidat. Une signature scannée n'est pas considérée comme une signature électronique, et la signature d'un fichier compressé (ZIP) ne vaut pas pour les documents qu'il contient.</p> <p>Les certificats doivent être conformes au Référentiel Général de Sécurité (RGS) ou équivalent. Plus d'informations sur : <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/referentiel-general-securite-rgs-certificats-signature-electronique-marches-publics">https://www.economie.gouv.fr/daj/referentiel-general-securite-rgs-certificats-signature-electronique-marches-publics</a>.</p>

## L'essentiel de la procédure

	<b>Objet</b>	Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire portant sur la fourniture de périodiques français et étrangers sous forme électronique, titres isolés ou bouquets de périodiques pour l'Université de Lille
	<b>Mode de passation</b>	Appel d'offre ouvert
	<b>Nombre de Lots</b>	2 lots
	<b>Délai de validité des offres</b>	120 jours
	<b>Forme de Groupement</b>	Autorisé
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Durée/délai</b>	1 an reconductible tacitement 3 fois 1 an

## 1. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Dénomination : <b>UNIVERSITE DE LILLE</b>	Direction de la Commande Publique <a href="mailto:dcp-fcstic@univ-lille.fr">dcp-fcstic@univ-lille.fr</a>
Adresse : 42, rue Paul Duez	Code postal : 59000
Ville : LILLE	Pays : France
Adresse internet : <a href="https://www.univ-lille.fr/universite/marches-publics/">https://www.univ-lille.fr/universite/marches-publics/</a>	

## 2. Mode de passation choisi

La procédure de passation pour cette consultation est l'appel d'offres ouvert selon les dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Si nécessaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recourir aux articles R2122-1 à R2122-11 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

## 3. Forme du marché

### **Allotissement :**

Le présent accord-cadre fait l'objet d'un allotissement technique décomposé comme suit :

- LOT 1 : Fourniture et gestion des abonnements à des périodiques imprimés, papier seul et couplés papier / électronique, en langue française, édités en France
- LOT 2 : Fourniture et gestion des abonnements à des périodiques imprimés, papier seul et couplés papier / électronique, édités dans les pays autres que la France, en français ou en langue étrangère

Par ailleurs, le montant maximum sur la durée totale maximale du marché de ces lots est subdivisé comme suit :

- **LOT 1 : 1 680 000 € TTC**
- **LOT 2 : 2 400 000 € TTC**

## 4. Objet du marché

Le présent marché a pour objet **la fourniture de ressources électroniques (périodiques électroniques et bases de données) répondant aux besoins de l'Université de Lille et des établissements partenaires.**

Ce marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande ayant comme montant maximum 4 080 000 € TTC sur la durée totale maximale du marché.

L'Université de Lille intervient dans les domaines suivants : Sciences et technologies, droit, sciences politiques, économie et gestion, médecine, pharmacie, chirurgie dentaire, sports, disciplines paramédicales, lettres, philosophie, langues, sciences humaines et sociales, sciences économiques,

communication, information, sociologie, psychologie, sciences historiques, arts et culture, sciences juridiques, administration, éducation, technique (informatique, audiovisuel), liste non exhaustive.

Le périmètre de l'Université de Lille, dont le siège est situé au 42 rue Paul Duez à Lille, comprend des composantes, au sens de l'article L.713-1 du code de l'éducation :

- Campus de Droit (Lille, Cambrai)
- Campus de Santé (Loos-lez-Lille)
- Campus Lettres et sciences humaines (Villeneuve d'Ascq)
- Campus scientifique (Villeneuve d'Ascq)
- Station marine (Wimereux)
- IUT B (Tourcoing)
- IUT C (Roubaix)
- IAE (Lille, Roubaix)
- LEA (Roubaix)
- Faculté des Sciences du Sport et de l'Education Physique (Ronchin)
- INSPE (Arras, Gravelines, Outreau, Douai, Valenciennes, Villeneuve d'Ascq)

Ces composantes sont parfois localisées sur plusieurs sites. Toutes forment cependant collectivement un ensemble homogène, doté d'une unique personnalité juridique et morale indivisible.

Dans le cadre de l'Etablissement public expérimental (EPE) effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2022, l'Université de Lille correspond également à plusieurs « établissements-composantes », au sens de l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance n° - 1131 du 12 décembre, dotés chacun d'une personnalité juridique.

- L'École nationale supérieure des arts et industries textiles (ENSAIT) (Roubaix)
- Sciences Po Lille (Lille)
- L'école nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille (ENSAPL) (Villeneuve d'Ascq),
- L'école supérieure de journalisme de Lille (ESJ) (Lille)

Ces établissements-composantes de l'EPE ne sont pas inclus dans le marché.

## *5. Lieu de livraison*

Les commandes seront livrées chez l'émetteur du bon de commande.

## *6. Durée du marché*

Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an reconductible tacitement 3 fois 1 an soit une durée totale maximale de 4 ans.

La date prévisionnelle du démarrage du marché est programmée au **1<sup>er</sup> septembre 2025**.

En cas de non-reconduction du titulaire, celui-ci sera informé par lettre recommandée avec accusé de réception faite au moins quatre (4) mois avant l'échéance de reconduction. Sa durée totale ne pourra excéder quatre (4) ans. Le présent accord-cadre prendra fin, au plus tard, le 31 août 2029.

Les abonnements souscrits antérieurement devront continuer à être servis à l'expiration du marché.

**1. Nomenclature communautaire pertinente**

CPV : 79131000-1 Services de documentation

CPV : 79980000-7 Services d'abonnement

**2. Variantes**

- Aucune variante libre émanant des candidats n'est autorisée par le Pouvoir Adjudicateur.

**7. Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre**

✚ 120 jours à compter de la date limite de réception des offres

*Langue dans laquelle elles doivent être rédigées : FRANCAIS*

**8. Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent**

- ✚ Financement sur les crédits budgétaires de l'Université de Lille.
- ✚ Application du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- ✚ Application de l'article R.2192-10 du Décret n°2018.1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et de l'article L. 2192-10 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique : délai maximum de paiement fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par l'Université de Lille.

**9. Renseignements concernant la situation personnelle du candidat, renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation des capacités minimales de caractère professionnel, technique et financier à remplir par le candidat**

- Remplir l'annexe au DC2

**10. Justificatifs à produire quant aux conditions d'accès à la commande publique visés aux articles R 2142-1 à R 2142-27 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.**

- Remplir les documents DC1 et DC2 joints au dossier de consultation des entreprises.

## 11. Critères d'attribution

### 10.1 Les critères d'élimination des candidatures sont les suivants :

Après demande de régularisation dans les conditions de l'article R2144-2 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les candidatures qui ne seront pas recevables en application des articles R 2142-1 à 27 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique seront éliminées.

### 10.2. Les motifs d'élimination des offres

En application des articles R. 2152-1 à R. 2152-5 et R. 2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique, les offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses seront éliminées, et notamment les offres non conformes au cahier des charges et les offres incomplètes.



**L'absence du mémoire technique et/ou l'absence de prix entraînera le rejet de l'offre**

Il est précisé que :

- Une offre est considérée comme **irrégulière** si elle ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou si elle méconnaît la législation applicable en matière environnementale (Article L.2152-2 du Code de la commande publique).
- Une offre est considérée comme **inacceptable** si son prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure (Article L.2152-3 du Code de la commande publique).
- Une offre est considérée comme **inappropriée** si elle n'a pas de rapport avec le marché, car elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre aux besoins et exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation (Article L.2152-4 du Code de la commande publique).
- Une offre est considérée comme **anormalement basse** si son prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché (Article L.2152-3 du Code de la commande publique).

**Les critères de sélection des offres suivants seront appréciés selon la pondération mentionnée :**

**Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous (par ordre de priorité décroissante) :**

**LOT 1 : Fourniture et gestion des abonnements à des périodiques imprimés, papier seul et couplés papier / électronique, en langue française, édités en France :**

Critères	Pondération
⇒ Valeur Technique appréciée d'après les renseignements portés par le candidat sur l'annexe 1 (cadre de réponse technique) à l'acte d'engagement et d'après le contenu du mémoire présentant les prestations du candidat	70%
Qualité de la base dont :	20%
Administration et profils, Nombre de notices et complétudes	15%
Ergonomie et fonctionnalités avancées	5 %



<b>Workflow des commandes et de la facturation, délais de livraison apprécié selon l'annexe 2 et le cadre de réponse technique (annexe 1)</b>	10%
<b>Suivi de la prestation dont :</b>	40%
<i>Gestion des réclamations</i>	15%
<i>Fourniture des revues électroniques</i>	10%
<i>Formation et assistance dont :</i>	
<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Prestation de formation en présentiel ou distanciel, matériel d'auto-formation</i></li> </ul>	5%
<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Suivi et assistance (nombre d'interlocuteurs francophones, disponibilité du service concerné)</i></li> </ul>	10%
<b>⇒ Prix apprécié selon l'annexe financière (annexe 3) et la liste témoin de titres (annexe 4) sur la base de ressources comparables</b>	<b>30%</b>
<b>Frais de gestion dont :</b>	20%
<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Taux de commission</i></li> </ul>	15%
<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Taux de remise</i></li> </ul>	5%
<b>Prix sur la base d'une liste témoin de titres</b>	10%
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

LOT 2 : Fourniture et gestion des abonnements à des périodiques imprimés, papier seul et couplés papier / électronique, édités dans les pays autres que la France, en français ou en langue étrangère

Critères	Pondération
<b>⇒ Valeur Technique appréciée d'après les renseignements portés par le candidat sur l'annexe 1 (cadre de réponse technique) à l'acte d'engagement et d'après le contenu du mémoire présentant les prestations du candidat</b>	<b>70%</b>
<b>Qualité de la base dont :</b>	
<i>Administration et profils, Nombre de notices et complétudes</i>	15%
<i>Ergonomie et fonctionnalités avancées</i>	5 %
<b>Workflow des commandes et de la facturation, délais de livraison apprécié selon l'annexe 2 et le cadre de réponse technique (annexe 1)</b>	10%
<b>Suivi de la prestation dont :</b>	
<i>Gestion des réclamations</i>	15%
<i>Fourniture des revues électroniques</i>	10%
<i>Formation et assistance dont :</i>	
<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Prestation de formation en présentiel ou distanciel, matériel d'auto-formation</i></li> </ul>	5%
<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Suivi et assistance (nombre d'interlocuteurs francophones, disponibilité du service concerné)</i></li> </ul>	10%
<b>⇒ Prix apprécié selon l'annexe financière (annexe 3) et la liste témoin de titres (annexe 4) sur la base de ressources comparables</b>	<b>30%</b>

<b>Frais de gestion dont :</b>	20%
• Taux de commission	15%
• Taux de remise	2,5%
• Surcoût de bulletinage	2,5%
<b>Prix sur la base d'une liste témoin de titres</b>	10%
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>

Dans le cadre de la complétude du Bordereau de Prix Unitaires, il est précisé qu'un candidat doit indiquer la mention « Sans objet » lorsqu'il ne souhaite pas la compléter.

En cas d'erreur purement matérielle du candidat, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, au regard du principe de l'égalité de traitement, d'analyser les offres de prix sans la ligne défailtante.

**IMPORTANT : Nous attirons l'attention du soumissionnaire sur l'importance de répondre à chacune des lignes du BPU. L'absence de réponse sur plus de 20 % des ressources entraînera une irrecevabilité de l'offre.**

*12. Contenu du dossier de la consultation à fournir au candidat par l'acheteur public (le cas échéant, acte d'engagement, cahiers des charges, annexes, programme, autres pièces)*

- ✚ REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)
- ✚ CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)
- ✚ ATTR1 (ACTE D'ENGAGEMENT)
- ✚ ANNEXE 1 CADRE DE REPONSE TECHNIQUE LOTS 1 ET 2
- ✚ ANNEXE 2 DELAIS DE LIVRAISON LOT 1
- ✚ ANNEXE 2 DELAIS DE LIVRAISON LOT 2
- ✚ ANNEXE 3 ANNEXE FINANCIERE LOT 1
- ✚ ANNEXE 3 ANNEXE FINANCIERE LOT 2
- ✚ ANNEXE 4 LISTE TEMOIN TITRES FRANÇAIS LOT 1
- ✚ ANNEXE 4 LISTE TEMOIN TITRES ETRANGERS LOT 2
- ✚ FORMULAIRE DC1 LETTRE DE CANDIDATURE
- ✚ FORMULAIRE DC2 DECLARATION DU CANDIDAT
- ✚ ANNEXE DC2
- ✚ FICHE DE CREATION FOURNISSEUR








*13. Contenu de la candidature et de l'offre*

**Le dossier à remettre par le candidat comprendra les pièces suivantes :**

#### **PARTIE CANDIDATURE**

- ✚ DC1 Lettre de candidature. Modèle de déclaration sur l'honneur
- ✚ DC2 Déclaration du candidat
- ✚ Annexe DC2
- ✚ Fiche de création fournisseur
- ✚ Attestations fiscales et sociales en cours de validité
- ✚ Attestation d'assurance en cours de validité

## PARTIE OFFRE

-  L'ATTRI1 (Acte d'engagement) complété, daté et signé remplie, datée et signée.
-  L'annexe 1 - Cadre de réponse technique
-  L'annexe 2 – Délais de livraison
-  L'annexe 3 – Annexe financière
-  L'annexe 4 – Liste témoin titres étrangers
-  Le Cahier des Clauses Particulières paraphé, signé, daté, accepté sans modification et apposé du cachet commercial
-  Le mémoire technique qui viendra compléter les différentes annexes

### 14. Dispositions spécifiques à la dématérialisation des procédures

#### a) Règlementation

La présente consultation est passée en application des articles R 2132-1 à R 2132-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Dématérialisation des marchés publics :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/publication-trois-arretes-relatifs-a-dematerialisation-au-sein-commande-publique>

**Arrêté du 27 juillet 2018 (NOR: ECOM1817537A) relatif aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics**

**Arrêté du 27 juillet 2018 (NOR: ECOM1800783A) fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde-**

**Arrêté du 27 juillet 2018 (NOR: ECOM1817546A) modifiant l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique**